

INCENDIES DES MARCHES DE KARA ET DE LOMÉ/ DE LA GAMINERIE POLITIQUE :

Le Collectif Sauvons le Togo et ses supers "enquêteurs" en mal de sensation

P3&5



Le bâtiment central du Grand marché de Lomé ravagé par les flammes



Me Ata Zeus Ajavon



Me Jil Benoît-Afangbédji



Jean-Pierre Fabre

DIPLOMATIE / Visite de Faure Gnassingbé à Paris:

"La première leçon est la disponibilité des autorités françaises à soutenir le développement économique du Togo", selon Robert Dussey, le Ministre togolais des Affaires Etrangères



François Hollande accueillant son homologue togolais Faure Gnassingbé sur le perron de l'Élysée



EDUCATION:

Les enseignants accordent une semaine à la médiation du comité de "bons offices" du Parlement

P.4

Lisez nous désormais sur le: www.lemedium.info avec:



Intégrateur de Systèmes d'Information
Communication - Formation - Conseil
support@sogesti.net / www.sogesti.net

BON A SAVOIR

Obligations et responsabilités générales de la CEET (Article 9.3 du RTD) P2



Dr Gnanè Djétéli, DG de la CEET

Manifestation du FRAC/CST: L'affaire des incendies des marchés, principal sujet au menu du meeting "hebdo" à la plage après la marche dans les rues de Lomé



Des responsables du FRAC/CST lors d'une marche (Photo archives) L'affaire des incendies des marchés était le sujet vedette le samedi dernier au meeting "hebdo" des responsables du Front Républicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC) du Collectif "Sauvons le Togo" (CST), après la marche dans les rues de Lomé. Partis du Rond-point Lantassapé, des militants et sympathisants du FRAC et du CST ont sillonné certaines artères de la capitale, avant de chuter à la plage en face de l'Hôtel Krimas. Suite page 7

POLITIQUE / Rapport du CST sur les incendies des marchés: L'OBUTS "s'étonne qu'on fasse d'elle la signataire d'un rapport dont elle ignore les tenants et les aboutissants"



Agbéyomé M. Kodjo, Président OBUTS

L'Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (OBUTS) de l'ancien Premier ministre Agbéyomé Kodjo s'est "s'étonnée" ce lundi, "qu'on fasse d'elle la signataire" d'un rapport d'enquête sur les incendies des marchés, "dont elle ignore les tenants et les aboutissants". Le Collectif "Sauvons le Togo" (CST) dont est membre le parti OBUTS, a publié la semaine dernière, un rapport dans lequel il accuse certains proches du pouvoir dont des officiers supérieurs des Forces armées togolaises, d'être responsables des incendies qui ont ravagé le marché de Kara (nord) et le principal bâtiment du grand marché de Lomé. Suite page 3

Événement

Lancement ce matin à Brotherhome de la branche togolaise de "BÂTIR LE TOGO"



Me Jean Yawovi Dégli, Président International de "Bâtir le Togo"

Météo

Mardi 19 Novembre 2013
Matin:
Ciel peu nuageux
25°C
Après-midi:
Ciel peu nuageux
32°C

EDITO

LA DIPLOMATIE EN MARCHÉ AU TOGO

Les bonnes actions, les belles œuvres ne se font pas à coup de tambours et de trompettes. Ceci est bien compris de la diplomatie togolaise. Les résultats encore obtenus sont la visite du Chef de l'Etat la semaine passée à l'Elysée où il a été reçu comme un Prince par le Président François Hollande. Une rencontre entre les deux chefs d'Etat qui n'est que le prolongement de leur entretien en septembre 2012 à New York.

Faure était donc chez François en France. Ils ont discuté des questions de sécurité humaine et de la piraterie maritime, des questions de développement, de renforcement de la démocratie et de l'état de droit et surtout de la bonne tenue des Législatives du 25 juillet 2013. Des législatives que le Président français a qualifié également de libre, transparent et démocratique avant d'inviter le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé à maintenir le dialogue politique pour d'autres résultats probants.

Ceux qui entretenaient l'information sur la non accessibilité du Président Faure à l'Elysée ont vite fait de se terrer et surtout de se mordre le doigt. Leur souhait n'est pas exaucé. Ils se sont rendus à l'évidence que le Président Faure n'était pas persona non gratta à l'Elysée mais il était plutôt question d'agenda entre les deux chefs d'Etat. L'agenda s'y prêtant, les deux leaders politiques se sont rencontrés à Paris, à l'Elysée dans une ambiance bon enfant. Et ils ont énormément discuté et positivement pour leurs deux pays mais également des aspects touchant la région Afrique et le travail remarquable du Togo au Conseil de sécurité et surtout sur ses deux présidences.

Crédo TETTEH

Libre opinion :

L'étai se resserre, inexorable, sur Zeus AJAVON et le CST !

ME ZEU AJAVON est une " calamité juridique ", tout comme ses confrères Jil-Benoît Afangbédi et Raphaël Kpandé-Adzaré, tous les trois, membres fondateurs du " Collectif Sauvons le Togo " !

J'ai lu leur rapport relatant la soi-disant " contre-enquête ", dans le torchon de Zeus AZIA-DOUVO, à qui j'ai décerné récemment la " médaille de l'imbécillité journalistique "... De sources concordantes, l'étai se resserre sur les signataires du rapport de cette blague juridique pondue par le tricheur du concours d'agrégation du CAMES (selon Forum) !

A) Sur les points III.2, intitulé " Sur les motivations du complot "

1°) Il faudrait être con comme un sabot pour croire le CST, qui accuse Mme AWADE Ingrid Nana, de vouloir s'accaparer le terrain sur lequel est bâti le grand marché de Lomé, qui est une propriété de l'Etat et de la municipalité de Lomé ! Si le Dr IHOU voulait s'accaparer ce terrain, je propose au gouvernement de lui racheter ce terrain pour ...vint milliards FCFA, avec pour obligation, de construire un nouveau marché de la même capacité que l'actuel, dans un délai de deux ans ! Je fais faire le plan du nouveau marché que je fais publier et demande aux commerçant(e)s de pé-louer les magasins et les échoppes ! C'est ce qu'a fait un fauché guinéen, en construisant un " moll " à MADINA ! Tout le monde a couru pour prendre livraison des magasins, en payant trois, cinq, dix, vingt ans de pré-loyer ! Le record a été battu par un commerçant qui a payé 50 ANS de loyer d'avance pour ses enfants ! Le propriétaire du projet a trouvé deux fois le prix de son moll, sans dépenser un sou !

Mme Awadé INGRID est plus intelligente que tous les signataires du rapport bidon de ZEUS AJAVON et aurait procédé ainsi, étant donné qu'elle est proche du régime ! Pas besoin de faire brûler le marché de Lomé ! Directrice des Impôts depuis quelques années, elle a sensiblement augmenté les recettes fiscales du gouvernement, et sait exactement combien les femmes et commerçants du marché versent chaque année comme Impôts dans ses services ! Les femmes du grand marché ne sont que

des locataires et non propriétaires des lieux ; Si l'Etat décide de vendre, elles déguerpiissent après un préavis de deux ans par exemple !

L'esprit confus et diffus des signataires du rapport n'a pas l'intelligence minimale pour penser que Mme Ingrid AWADE, n'a aucun intérêt à ce que le marché de Lomé brûle ! C'est donc par pure jalousie que ces minables du CST signataires du rapport s'en prennent à Mme AWADE !

2) L'argument stupide du CST est que les femmes financent l'opposition !

Zeus Ajavon, les femmes du marché financent le pouvoir, et non l'opposition, et ce, depuis Sylvanus OLYMPIO !

Exemple concret : pour financer le cinquantenaire de l'indépendance du Togo, c'est une commerçante du marché qui a pré-financé cash, pour 230 millions, l'achat des pagnes qui ont servi au défilé du cinquantenaire, sur toute l'étendue du territoire national ! Une autre femme a payé cash, pour 140 millions, des pagnes et des gadgets haute gamme, pour faire des cadeaux aux chefs d'Etat étrangers, aux dignitaires, aux diplomates ! Chers amis j'étais le Président de la Commission " PAGNE-LOGO-GAGNETS " du CPDC, qui a organisé les festivités du cinquantenaire, et je sais de quoi je parle ! Mieux, ZEUS AJAVON, sais-tu combien les femmes du marché ont financé UNIR pendant les dernières législatives du 25 JUILLET DERNIER, malgré l'incendie des marchés de Kara et de Lomé ? Si je te le disais, tu vas aller demander des miettes pour faire des implants capillaires...si tu veux, bien sûr !

Et tu sais pourquoi les femmes font cela ? Par esprit commercial, tout simplement, pour 90 % d'entre elles ! Quand tu seras Président, les femmes te financeront aussi, pour avoir par exemple, facilement, des marchés d'Etat de trois, quatre, cinq milliards de Francs ! CAPITO, Maître ?

Dire donc que Mme AWADE est jalouse des femmes du marché parce qu'elles financent l'opposition, ce sont des niaiseries que seuls les dirigeants du CST peuvent débiter aux

esprits confus et diffus de certains togolais !

Messieurs du CST, si les femmes du marché finançaient l'opposition, pourquoi le candidat de l'ANC, Jean-Pierre FABRE, était tellement fauché, à la dernière élection présidentielle de 2010, qu'il a fallu que ce soit un chef d'Etat ami de Faure Gnassingbé, qui lui donne des sous pour faire sa campagne électorale, bien sûr, naïf Zeus AJAVON, après avis favorable ?

Si deux commerçantes de Lomé pouvaient sortir cash, 370 MILLIONS POUR l'opposition, Fabre pourrait même s'acheter un hélicoptère de campagne !

B) Sur les points III, 3.1 : Des exécutants

A propos des " sept artificiers, véritables militaires professionnels ", il faut nous donner les noms, leurs No matricules ! C'est cela qu'on appelle une enquête, Me AJAVON ! Il faut donner aussi les noms des " miliciens du parti au pouvoir UNIR/RPT adjoints aux militaires professionnels " ! En plus, vous donnez la chronologie des faits comme si vous y étiez acteur ! Où étiez-vous cette nuit-là Zeus AJAVON ? Etes-vous sûr que vous ne faites pas partie du commando, ou que vous n'avez aucun de vos hommes parmi eux ? C'est la question que vous posera le procureur, le jour du procès !

C) Sur le point III.3.4 de votre contre-enquête, vous vous êtes enfoncé dans la bêtise et l'idiotie, en reliant l'affaire des incendies des marchés, avec des miliciens " au service de Toyi Gnassingbe, demi-frère du Président de la République ", alors que vous êtes l'avocat de son frère jumeau dans l'affaire d' " atteinte à la sûreté de l'Etat " !

D) Concernant Toussaint TOMETY, alias Mohamed LOUM, Mr le grand avocat Zeus AJAVON, pourquoi dans tout ce grand Lomé, c'est cet individu seul qu'on a " arrêté le 18 janvier, par des éléments de la SRI de la gendarmerie, qui l'ont



Dr David IHOU

sauvagement torturé pour lui arracher de fausses déclarations mettant en accusation des responsables et militants du Collectif Sauvons le Togo... " ! Pourquoi ces éléments n'ont pas plutôt arrêté ta mère ou ta femme ? Ce serait plus crédible pour leurs accusations !

E) A propos du Général ATCHA TITIKPINA, chef d'Etat major des FAT. Messieurs du CST, un chef d'Etat major Général d'une armée africaine a une prime annuelle colossale ! Dans un pays voisin, c'est trois milliards CFA ! C'est six milliards dans un autre pays ! En France, c'est au moins vingt millions d'euros ! Tout ceci en dehors de leur salaire, qui est le plus élevé de tous les salaires publics, civils et militaires, à part ceux du Président de la République, du Premier Ministre, du Président de l'Assemblée Nationale et de certains directeurs de certaines sociétés d'ETAT ! Pourquoi un tel officier va tremper, selon vous, dans un incendie de marchés ? Vous marchez sur la tête, Maître !...

En conclusion : L'étai se resserre sur le CST ! Si j'étais le procureur, je vous poserais la question suivante, à votre procès :

" Qui a donné le nom " les derniers tours de Jéricho " aux manifestations du CST des 10, 11, et 12 janvier 2013 ? Et pour quel but ? " Et je ne vous lâcherai pas tant que vous ne me donnerez pas une réponse satisfaisante ! Moi je vois une pluie de procès vous tomber sur le cul...à moins que vos 8 accusés (cinq officiers des FAT et trois civils) vous prennent pour des clowns et vous disent :

" Laissez mourir les cancre de leur propre poison ! "

Dr IHOU

LE MEDIUM
Hebdomadaire d'Informations #
Média - Politique - Economie - Développement - Culture

Récépissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :
893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 99 52 05 15
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78

Directeur de la Publication :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

Rédaction :
Jacques Komi SOLETE
Crédo TETTEH
Ekoué SATCHIVI
Dodo ABALO
Dezzy HUTCHNER
B. Ogouki ATAKPA

Infographie : JPB

Impression : ST Louis,
Doulassamé-LOME Tél : 9012 3730

Tirage : 2.500 exemplaires

Distribution : Léo AYIVI (90 19 70 25)

SOGESTI
Intégrateur de Système d'Information
Communication - Formation - Conseil
support@sogesti.net / www.sogesti.net

Sites web utiles
www.emploitogo.com
Emplois-Recrutements-Formations-Séminaires
www.marchespublicstogo.com
Publication des appels d'offre publics et privés
Appels à manifestation d'intérêts
www.togoentreprise.com
Annuaire des entreprises-Partenariats-

Financement
www.sogesti.net
Cabinet d'experts en informatique
Gestion électronique de documents et archivage
Formations en informatique et en gestion
Nous joindre :
Tel:(00228) 22 20 05 53
E-mail : sogesti@gmail.com

Obligations et responsabilités générales de la CEET (Article 9.3 du RTD)

La CEET a l'obligation :

i) De raccorder au Réseau du Service Public de Distribution et de vendre de l'énergie électrique à tout Client ayant signé un Contrat de Fourniture d'Energie Electrique à cet effet ;

ii) D'acheter et de distribuer l'énergie électrique produite par tout IPP, qui serait raccordé directement au réseau de distribution MT conformément à la réglementation en vigueur, sans discrimination, sauf en raison de contraintes techniques



Gnanè Djétéli, DG CEET

et économiques, préalablement justifiées auprès de l'Autorité de Réglementation.

La CEET est seule responsable à l'égard des tiers des incidents et dommages qui pourraient se produire du fait des installations sous la responsabilité de la CEET, ou des travaux entrepris par la CEET, ou par les sous-traitants de la CEET sur ces installations et qui engagent effectivement ou directement la responsabilité de la CEET.

Source : Extrait du Règlement Technique de Distribution d'Energie Electrique (RTD) Février 2012

INCENDIES DES MARCHÉS DE KARA ET DE LOMÉ/ DE LA GAMINERIE POLITIQUE :

**Le Collectif Sauvons le Togo et ses supers "enquêteurs" en mal de sensation
MME INGRID NANA AWADE: " On répond aux imbéciles par le silence "**

LES RESPONSABLES du Collectif Sauvons le Togo (CST) ont rendu public le 10 novembre 2013, un rapport dit " rapport d'enquête sur l'incendie criminel des marchés de Kara dans les nuits des 10 au 11 janvier 2013 à Kara et 11 au 12 janvier 2013 à Lomé ".

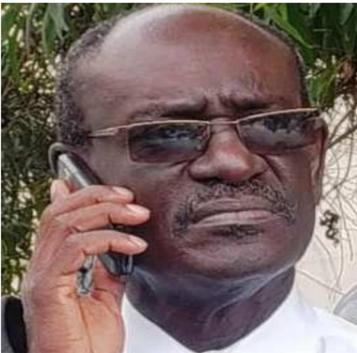
Pour rappel, les incendies des grands marchés de Kara et de Lomé sont survenus au cours de l'opération " les derniers tours de Jéricho " lancée par le Collectif Sauvons le Togo. Une opération bien planifiée et qui selon les informations devrait connaître de la chute du pouvoir politique en lieu et place des voies plus indiquées que demeurent les élections dans tout processus électoral.

Dans ce " fameux rapport " peint en sept tableaux, les responsables du CST affirment sans preuve matérielle et à travers des assemblages de rumeurs déjà distillés au moment des faits que les incendies des grands marchés de Kara et de Lomé " ont été planifiés et exécutés, aux termes d'une machination machiavélique orchestrée par les différentes autorités de la République togolaise et leurs hommes de main ". Et pour le CST, " ces hommes de main " sont Mme Ingrid Nana AWADE, la directrice générale des Impôts, principale instigatrice de cette machination, le colonel Félix KADANGA, le



Le grand marché de Lomé ravagé par les flammes

Lieutenant colonel Yotroféi Alex MASSINA, Mr Raoul Kpatcha BASSAYI, le Général Mohamed Atcha TITIKPINA, le colonel Bawoubadi Didier BAKALI, Mr



Ata Zeus Ajavon

Kogoé Sylvère AKRIMA et l'Officier KPEMISSI ".

Le CST, une cellule d'enquête ?
La question première que tout observateur avisé se pose est de

savoir si le Collectif Sauvons le Togo est subitement devenu une cellule d'enquête près l'opposition radicale ou celle des rues et de la plage ? Cette question a tout son pesant.



Jil-Benoît Afangbédjé

Au lendemain des incendies, le gouvernement a instruit les autorités judiciaires, notamment le Procureur de la République et ses services de procéder dans la règle de l'art aux enquêtes afin de situer les responsa-

bilités et d'interpeller les auteurs de ces actes ignobles et criminels qui ont aujourd'hui porté un coup dur à l'économie du pays et mis à terre les activités et surtout les sacrifices des commerçants et commerçantes qui ne demandent qu'à faire librement leur commerce dans un environnement social propice.

Le bureau du procureur en communion avec ses services avait donc procédé à des enquêtes suivies de nombreuses interpellations et inculpations. En son temps, le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile avait aux premières heures après les incendies, à travers ses services de renseignements et d'enquêtes judiciaires, procédé à de minu-



Jean-Pierre Fabre

tieuses investigations qui ont conduit aux interpellations et à la présentation publique de quelques individus exécutants et commanditaires des incendies.

Au rang des interpellés se trouvaient entre autres les sieurs politiques Gérard Adja, Agbéyomé Kodjo, Jean Eklou, le président de la Jeunesse de l'Alliance Nationale pour le Changement.

Avec l'arrestation de ce dernier, il a été même procédé à la perquisition du siège de l'ANC à Lomé. Perquisition au cours de laquelle, des cocktails molotov ont été déterrés en présence de quelques responsables de prière heure et militants du parti. L'événement avait même été montré à la télévision nationale et sur d'autres chaînes privées et internationales en présence du sieur Jean Eklou qui devant les caméras avait affirmé pas mal de choses.

Aujourd'hui donc, faut-il prendre au sérieux ce " fameux rapport " du CST dont la plupart des responsables sont inculpés dans cette affaire et des militants exécutants en détention préventive ?

La stratégie du CST en publiant cette compilation de rumeurs n'est-elle pas de brouiller les pistes et de ralentir le cours de la justice ? La démarche en elle-même n'est-elle pas une provocation à l'autorité judiciaire et un défi purement et simplement ? Autant de questionnements que suscite cette sortie pas honorable du CST, qui avouons le depuis les législatives du 25 juillet 2013, n'a plus rien à se mettre sous la dent. Tellement les populations et surtout leurs militants ont compris beaucoup de choses. Ce qui a comme répercussion sur leurs marches après les législatives, une faible mobilisation et une guéguerre à l'interne tant les appétits furent gloutons de part

Suite à la page 4

POLITIQUE / LE CST S'EN-FLAMME POUR RIEN

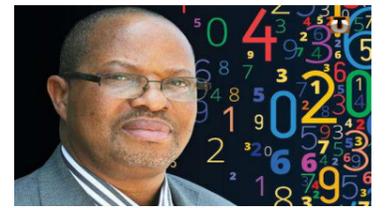
Kogoé Sylvère Akrima, le directeur général de la Société Aéroportuaire de Lomé Tokoin (SALT) a décidé de porter plainte contre le collectif d'opposition 'Sauvons le Togo' (CST) après la publication d'un document le mettant en cause.

Le CST a rendu public, il y a quelques jours, un prétendu rapport d'enquête sur les incendies criminels des marchés de Kara et de Lomé. Un document purement politique, à charge contre le gouvernement, et qui n'a, bien sûr, aucune valeur légale. Le Collectif accuse Kogoé Sylvère Akrima d'avoir fourni le kérosène qui a servi à allumer les incendies, rien que ça ! Ce que ce dernier dément.

'Le CST a oublié que la SALT ne dispose ni de stock de kérosène et qu'il ne contrôle pas sa commercialisation. Les stocks sont gérés sur les aéroports par les sociétés pétrolières qui livrent directement aux avions. Au Togo, ces compagnies sont Total Togo, Shell Togo et Corlay Togo (MRS)', a indiqué le patron de la SALT.

'Si les mots honneur et responsabilité signifient encore quelque chose pour le CST, il lui revient d'apporter la preuve de mon implication dans les incendies des marchés de Kara et de Lomé ', a conclu Kogoé Sylvère Akrima.

POLITIQUE / LE TOGO VA RÉFORMER SON SYSTÈME STATISTIQUES



Le ministre Sémodji Djossou

Des statistiques publiques peu fiables peuvent conduire un pays ou une région toute entière à la catastrophe. Des chiffres imprécis, des données viciées auront pour conséquence la mise en œuvre de mesures d'ajustement mal conçues

Qui peuvent, à tort, permettre à un pays d'atteindre les critères d'admissibilité à un allègement de la dette ou accéder à l'appartenance à une zone monétaire, entraînant une déstabilisation de celle-ci lorsque les chiffres réels de la dette sont révélés. Les risques sont donc très élevés. C'est la raison pour laquelle, la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) a institué il y a une dizaine d'années une Journée africaine de la statistique qui se déroule chaque 18 novembre.

Ce n'est pas une Journée symbolique de plus, mais une pique de rappel à l'attention des États africains qui seraient tentés de jouer avec les chiffres ou de produire des documents amateur.

Dans une intervention à la veille de cette Journée, le ministre de la Planification, Mawussi Semodji, a rappelé que le gouvernement s'efforçait de mobiliser d'importantes ressources pour l'élaboration de statistiques de qualité dans le but de faire face aux problèmes les plus pressants en termes d'investissement dans des cadres et stratégies de développement visant à réduire la pauvreté.

Il a également évoqué la réforme du système de statistiques au Togo espérant qu'il débouche sur des résultats concrets et sur une transformation positive du système qui contribuera à l'amélioration des performances pour un meilleur pilotage du développement du pays.

POLITIQUE / Rapport du CST sur les incendies des marchés:

L'OBUTS "s'étonne qu'on fasse d'elle la signataire d'un rapport dont elle ignore les tenants et les aboutissants"

L'Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (OBUTS) de l'ancien Premier ministre Agbéyomé Kodjo s'est "s'étonnée" ce lundi, "qu'on fasse d'elle la signataire" d'un rapport d'enquête sur les incendies des marchés, "dont elle ignore les tenants et les aboutissants".

Le Collectif "Sauvons le Togo" (CST) dont est membre le parti OBUTS, a publié la semaine dernière, un rapport dans lequel il accuse certains proches du pouvoir dont des officiers supérieurs des Forces armées togolaises, d'être responsables des incendies qui ont ravagé le marché de Kara (nord) et le principal bâtiment du grand marché de Lomé.

"Dans le contexte actuel, le Bureau Politique de OBUTS ne peut que s'étonner qu'on fasse d'elle la signataire d'un rapport dont elle ignore les tenants et les aboutissants car personne n'a sollicité ni son avis, ni son consentement avant de lui conférer subitement le statut de co-auteur de cet important rapport", souligne OBUTS dans une "mise au point" dont nous avons obtenu copie.

"Le Bureau Politique de OBUTS constate non sans étonnement que notre formation politique n'a été nullement associée ni à la résolution du Collectif Sauvons le Togo, tendant à entreprendre des investigations sur la cabale politico-judiciaire dont les



Agbéyomé M. Kodjo

leaders de notre Mouvement citoyen sont victimes. Elle n'a été non plus associée à aucune des étapes relatives à la collecte des informations ayant conduit à la production du rapport et à sa publication", précise texte adressé au Coordonnateur Général du CST Me Zeus Ajavon.

Selon Agbéyomé Kodjo, "le caractère délicat de cette mission voudrait qu'en amont soit pris en compte le rôle et la position" de l'OBUTS au sein du CST, "notre Mouvement citoyen, afin de requérir sa pleine adhésion au travail d'investigation visant à situer les responsabilités dans cet important traumatisme national".

"Pire ce n'est qu'à cinq minutes avant l'ouverture de la conférence de presse que les émissaires de la formation politique OBUTS ont été informés du contenu du rapport rendu public. Jugez-en par vous-même!", ajoute le texte.

La "mise au point" n'a pas manqué

de souligner les conditions dans lesquelles les deux premiers responsables du parti ont été inculpés et écroués dans cette affaire des incendies des marchés, avant d'être remis en liberté provisoire.

"Le Bureau Politique de OBUTS tout en saluant l'idée d'apporter un autre éclairage sur la crise du feu au cours de laquelle les marchés de Kara et de Lomé ont été détruits en janvier 2013, demande qu'il y ait plus de communication interne sur des initiatives d'une telle portée qui requièrent un respect scrupuleux de la procédure. Il y va de notre commune crédibilité et de la qualité de notre dynamique de groupe!", souligne cette "mise au point" signée d'Agbéyomé Kodjo.

Rappelons que le marché de Kara (environ 120 km au nord de Lomé) et le principal bâtiment du grand marché de Lomé ont été ravagés en janvier dernier dans des incendies qualifiés "d'actes criminels" par le gouvernement. Pas de pertes en vie humaines, mais les dégâts sont énormes. Une commission d'enquête a été aussitôt mise en place par le gouvernement. Quelque 37 personnes pour la plupart des militants de l'opposition ont été inculpées. Certains sont écroués, d'autres sont libres. Certains partis de l'opposition et le CST ont toujours rejeté l'enquête menée et exigé une enquête internationale.

Zozo

DIPLOMATIE / FAURE
GNASSINGBÉ A DÉMARRÉ SA
VISITE OFFICIELLE EN FRANCE
PAR UN SÉJOUR EN BRETAGNE



Visite de Faure à l'industrie navale

Faure Gnassingbé a démarré sa visite officielle en France par un séjour en Bretagne. Arrivé tard dans la soirée du 13 novembre à l'aéroport de Bourget à Paris, le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé a mis tôt jeudi matin le cap sur Lorient, une commune située au Sud de la Bretagne. L'intérêt de ce déplacement tient au fait que le Togo a passé dans le cadre de sa lutte pour la sécurité maritime une commande de deux patrouilleurs en haute mer qui sont actuellement en construction sur le chantier naval de Lorient.

Accueilli sur les lieux par le Préfet du Morbihan M. Jean-François Savy, le Chef de l'Etat et sa suite ont noté avec satisfaction l'état d'avancement des travaux de construction. Si tout se passe comme prévu, la livraison du premier patrouilleur devrait intervenir dans le courant du premier trimestre 2014 et en tout cas bien avant la prochaine fête de l'indépendance du Togo. Le deuxième patrouilleur devrait être achevé d'ici juin 2014.

Au moment où les efforts se multiplient pour sécuriser davantage les côtes togolaises, le Président de la République a tenu à s'assurer que la marine togolaise sera dotée à brève échéance des outils qui la rendront plus performante dans la lutte contre la piraterie maritime devenue l'un des fléaux des temps modernes. Il ne fait aucun doute que les deux patrouilleurs une fois déployés le long des côtes contribueront à renforcer les moyens d'action de la marine togolaise qui a eu ces derniers mois maille à partir avec des pirates et des trafiquants de tout genre.

Une chose est d'acquiescer des patrouilleurs. Mais s'en servir de manière optimale, en ayant recours aux techniques et au savoir-faire les plus avancés dans le domaine de sécurité maritime est une autre paire de manche.

Ainsi, le Chef de l'Etat, pour faire d'une pierre deux coups a consacré l'après-midi de son séjour en Bretagne à une visite du Centre opérationnel de la Marine de Brest, une structure qui est au cœur du dispositif français pour la sécurité maritime...

DEVELOPPEMENT / LE TOGO
OBTIENT UN PRÊT D'ENVIRON 6
MILLIARDS DE F.CFA DU FONDS
SAOUDIEN DE DEVELOPPEMENT
POUR LA REHABILITATION DE
LA ROUTE KPALIME-ATAKPAME

Le Togo a obtenu un prêt d'environ 6 milliards de F.CFA du Royaume d'Arabie Saoudite à travers le Fonds Saoudien de Développement (FSD). Les documents ont été signés le jeudi dernier à Lomé entre le ministre togolais des finances Adji Otéth Ayassor et Hasan Al-Atas, Ingénieur et directeur général du Département technique du FSD. Le ministre des transports Ninsao Gnoum était également présent.

Selon ce dernier, ce prêt vient boucler le total des fonds recherchés pour la réhabilitation de la route Kpalimé-Atakpamé. "C'est une route d'importance capitale. Je me réjouis, car nous venons ainsi de boucler l'ensemble des financements nécessaires prévus pour la réalisation des travaux", a souligné Ninsao Gnoum. Ce prêt porte à 12 milliards de F.CFA, le montant total des prêts consentis par le FSD au Togo pour des projets de développement.

Créé en 1975, le FSD est le principal fonds pour le développement du Royaume d'Arabie saoudite.

DIPLOMATIE / Visite de Faure Gnassingbé à Paris:

"La première leçon est la disponibilité des autorités françaises à soutenir le développement économique du Togo" selon Robert Dussey, le Ministre togolais des Affaires Etrangères

LA PREMIÈRE leçon à tirer de la visite officielle les 14 et 15 novembre en France du chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé est la "disponibilité des autorités françaises à soutenir le développement économique du Togo", a déclaré dimanche Robert Dussey, ministre togolais des affaires étrangères.

Faure Gnassingbé a été reçu vendredi à l'Elysée par son homologue François Hollande lors d'une visite officielle de 48 heures.

Plusieurs sujets étaient au centre de l'entretien entre les deux hommes: la situation en Afrique avec les différentes crises qui persistent sur le continent notamment en Egypte, en Centrafrique et en Guinée Bissau, la franche collaboration et la convergence de vues entre la France et le Togo au sein du Conseil de Sécurité sur les grandes questions qui touchent à la paix et à la sécurité internationale et les questions d'ordre bilatéral.

Le Président François Hollande a "salué la bonne tenue des élections législatives du 25 juillet 2013 qui se sont déroulées de façon libre, transparente, équitable et sans violence", selon le communiqué officiel

du ministère des affaires étrangères à l'issue de cette rencontre.

Il a encouragé son homologue togolais à "continuer par privilégier le dialogue et la recherche du consensus pour le règlement des différends politiques en vue de la préservation de la paix sociale et de la consolidation de la démocratie et des acquis de la gouvernance économique au Togo".

Outre cet entretien en tête à tête (Faure Gnassingbé/ François Hollande), le président togolais a mené d'autres activités.

Il s'est rendu à Lorient (environ 500 km à l'ouest de Paris) sur le chantier naval de la société Raidco Marine spécialisée dans la construction des navires militaires, des vedettes et patrouilleurs, de bateaux de servitude, d'embarcations semi-rigides rapides etc... Le Togo a commandé auprès de cette société, deux patrouilleurs en haute mer en vue de renforcer l'arsenal de surveillance de la marine le long de la côte togolaise, suite à la montée de la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée.

Il a également visité le Centre Opérationnel de la Marine française à Brest, ainsi que la nouvelle usine de Blue Solutions, la filiale du grou-



François Hollande accueillant son homologue togolais Faure Gnassingbé sur le perron de l'Elysée

pe français Bolloré spécialisée dans le stockage d'énergie.

Faure Gnassingbé s'est aussi entretenu avec plusieurs personnalités : Mme Anne Lauvergeon (ex-patronne du groupe Areva et membre du Conseil présidentiel sur l'investissement), Michel Roussin (président du Comité Afrique du Mouvement des entreprises de France /Medef), Abdou Diouf (secrétaire général de la Francophonie) etc...

Selon le chef de la diplomatie togolaise, "le temps fort" de cette visite officielle "est incontestablement la rencontre entre le Président

Faure Gnassingbé et le Président à François Hollande suivi des discussions entre nos deux délégations", a-t-il souligné.

"Les retombés de cette visite sont la disponibilité de la France à accroître les projets de développement du Togo par le biais de l'Agence Française de Développement (AFD)", a précisé M. Dussey.

Rappelons qu'après la France, Faure Gnassingbé se rendra au Koweït où il prendra part au 3ème sommet Afrique/Monde arabe prévue du 19 au 21 Novembre.

DIPLOMATIE :

Le président Faure Gnassingbé demande à la France de jouer un rôle de "leadership" pour la Centrafrique

LE PRÉSIDENT togolais Faure Gnassingbé a demandé vendredi dernier au président François Hollande de jouer un rôle de "leadership", de "mobiliser la communauté internationale" pour que la Centrafrique, en proie au chaos, "ne tombe pas dans l'oubli".

Au Conseil de sécurité de l'ONU, le Togo et la France ont "eu des convergences de vues sur pratiquement toutes les questions depuis le Mali (où la France est intervenue militairement) Et j'ai prié le président Hollande de se faire l'avocat de la République Centrafricaine (RCA) (...) de façon à ce que ce pays ne tombe pas dans l'oubli", a affirmé Faure Gnassingbé, à l'issue d'un entretien avec M. Hollande.

"Si la France ne prend pas le leadership, ne mobilise pas la communauté internationale, nous risquons d'avoir un sanctuaire pour le terrorisme en RCA et cela nous ne pouvons pas l'accepter", a-t-il insisté, soulignant que la France "bien sûr le fera en collaboration avec les pays de la CEEAC" (Communauté économique des Etats d'Afrique centrale) qui a des forces engagées dans ce pays.

Auparavant, le président François Hollande avait souligné la vigilance de la France concernant la Centrafrique.

"Nous faisons très attention, c'est pourquoi l'Onu va être amenée à prendre une nouvelle fois des réso-



Les Présidents Faure Gnassingbé et François Hollande face à la presse

lutions pour qu'il n'y ait rien qui puisse créer une situation (dans ce pays) où des religions puissent s'affronter les unes les autres", a-t-il déclaré.

La Centrafrique est livrée à une insécurité généralisée et des violences confessionnelles, depuis le renversement du président François Bozizé le 24 mars par la coalition de la Séléka, aujourd'hui officiellement dissoute par son chef, Michel Djotodia, investi comme président de transition le 18 août.

Communiqué de presse à l'occasion de la visite officielle de S.E. M. FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE, Président de la République Togolaise en France

Paris, le 15 novembre 2013

1- Dans le cadre des excellentes relations d'amitié et de coopération qui lient le Togo et la France et à l'invitation de Son Excellence Monsieur François HOLLANDE, Président de la République française, Son Excellence Monsieur Faure ESOZIMNA GNASSINGBE, Président de la République togolaise, a effectué une visite d'amitié et de travail en France, le 15 novembre 2013.

2- Au cours de leurs discussions, les deux Chefs d'Etat ont procédé à des échanges de vues sur des questions d'ordre international, sous-régional et bilatéral.

3- Sur le plan international, les Présidents HOLLANDE et GNASSINGBE se sont réjouis de la franche collaboration et de la convergence de vues qui ont si heureusement prévalu entre la France et le Togo au sein du Conseil de Sécurité sur les grandes questions qui touchent à la paix et à la sécurité internationale.

4- A cet égard, ils ont salué particulièrement les progrès encourageants enregistrés dans le règlement de la crise syrienne notamment la collaboration des autorités de ce pays dans le cadre du processus de démantèlement sous contrôle international de ses armes chimiques.

5- Les deux Chefs d'Etat ont cependant déploré la crise humanitaire qui continue de s'aggraver dans ce pays avec un nombre sans cesse croissant de morts et de réfugiés syriens fuyant la guerre vers les pays voisins.

6- Cette situation ayant des répercussions immédiates et préjudiciables sur la stabilité de l'ensemble des pays de la région notamment le Liban dont la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique restent toujours menacées.

INCENDIES DES MARCHES DE KARA ET DE LOMÉ/ DE LA GAMINERIE POLITIQUE :

Le Collectif Sauvons le Togo et ses supers "enquêteurs" en mal de sensation

MME INGRID NANA AWADE : " On répond aux imbéciles par le silence "

Suite de la page 3

et d'autres de certains responsables.

La tentative de brouille des pistes par le CST

A l'analyse de ce rapport publié par le CST au lendemain des inculpations des sieurs Claude Améganvi, Eric Dupuy et Alexandre Amorin, la liste s'allonge, il est clair que le CST veut simplement brouiller les pistes et semer le doute dans les esprits non seulement des enquêteurs assermentés mais au sein des populations pour ne pas dire leurs militants.

Histoire une fois le procès débuté d'avoir un tant soit peu un bain de foule momentané et jouer aux victimes expiatoires. Cela s'appelle de la diversion pure et simple orchestrée à l'endroit du procureur de la République et des autorités judiciaires en charge de l'affaire. C'est également une manière, et c'est la coutume dans ce camp, d'abuser de la naïveté de leurs quelques militants qui leur restent et de se faire en fin de compte une santé morale.

L'imminence d'un procès, une explication au fameux rapport du CST

Sans nous tromper, nous sommes à même d'affirmer que l'imminence d'un procès dans l'affaire des incendies peut justifier les actuelles agitations des responsables du Collectif Sauvons le Togo. Une façon surtout

pour eux de se refaire une santé populaire et de remobiliser les troupes en vue de les soutenir aveuglément au cours des étapes du procès.

Tant l'effet populaire leur avait manqué et il n'est jamais trop tard pour remobiliser aujourd'hui les reliquats de leurs militants dont la plupart commencent par voir clair et refusent d'être aujourd'hui encore des moutons de panurge.

Les résultats des sièges obtenus par le CST lors des dernières législatives en disent long. 16 sièges après tant de bruits et de promesses de chute du pouvoir à maintes reprises sans véritables succès. Les " derniers tours de Jéricho " n'ayant pas pu rien faire si ce n'est les séries d'incendies des marchés de Kara et de Lomé comme seuls résultats.

Quelles peuvent être les conséquences du " rapport d'enquête du CST " ?

Au titre des conséquences, nous pouvons assister à une cascade de plaintes en justice contre les signataires du " fameux rapport d'enquête " individuellement et collectivement. LES RESPONSABLES qui ont été cités au tableau VI comme étant ceux qui " ont planifié et exécuté " les incendies des grands marchés de Kara et de Lomé, disposent de recours devant la justice pour se blanchir dans cette affaire. Pour ce faire, ils pourront, pour ceux qui le désirent, saisir la justice aux fins de

voir rétablir leur image, malheureusement salie par ce " rapport des enquêteurs " du CST.

Autre conséquence, et nous le disions plus haut, avec ce rapport publié et qui constitue un défi à l'autorité judiciaire, nous ne serons pas étonnés de voir dans les prochaines semaines un durcissement de la procédure judiciaire.

Les magistrats en charge de l'affaire se trouvent aujourd'hui désavoués à dessein par les responsables du CST qui n'ont fait que jeter du doute sur leur travail, leur compétence en la matière. Une tentative certes à but de brouiller les pistes et de jeter du discrédit sur les magistrats et les résultats à mi parcours de leurs enquêtes et des procédures. Ce qui ne saurait être pardonné, même si jusqu'à présent les magistrats concernés n'ont pas encore fait de sortie officielle.

La Directrice générale des Impôts, la principale visée par ce rapport d'enquête du CST

C'est apparu clairement dans le rapport du CST publié le 10 novembre 2013 que " la directrice générale des impôts (DGI) du Togo, est la principale instigatrice de cette machination " selon les " Derricks du CST ".

Disposant de recours en justice, pour l'instant, Mme Ingrid AWADE approchée après la publication du rapport se veut sereine. Elle confie

tout simplement que " ce n'est pas à cause du devoir de réserve que m'imposent ma nature et ma fonction que je vais céder à la bêtise humaine ", avant d'ajouter sèchement " qu'on répond aux imbéciles par le silence ".

En citant donc le nom de la directrice des impôts comme " principale instigatrice " ne pouvons-nous pas conclure que Mme Ingrid Awadé est la bête noire à abattre absolument pour le CST ? Car reconnaît la directrice des impôts : " depuis un certain nombre d'année, je suis victime de ragots, de commérages, d'attaques de tous genre organisés et dirigés par des individus vils et acculturés " a-t-elle confié à un confrère.

Pour l'instant, soulignons que seul Monsieur Kogbé Sylvère Akrima, Directeur général de la société Aéroportuaire de Lomé Tokoin (SALT), accusé d'être le fournisseur du Kérosène qui aurait servi à accomplir l'acte criminel, a porté plainte en justice contre les signataires du " fameux rapport d'enquête du CST ".

Signataires parmi lesquels on ne retrouve pas le Président de la Ligue Togolaise des Droits de l'Homme (LTDH) l'avocat Raphaël Kpandé-Adzaré. Pourtant membre influent et actif du CST. Que devons-nous penser ?

Crédo TETTEH

Communiqué de presse à l'occasion de la visite officielle de S.E. M. FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE, Président de la République Togolaise en France

7- A cet égard, les Présidents HOLLANDE ET GNASSINGBE ont appelé à la tenue rapide de la Conférence de Genève II qui devra permettre de trouver une solution politique définitive à ce conflit en vue d'éviter sa régionalisation.

8- Examinant la situation en Afrique, les deux Chefs d'Etat ont passé en revue les différentes crises qui persistent sur le continent notamment en Egypte, en Centrafrique et en Guinée Bissau. Les Présidents HOLLANDE ET GNASSINGBE ont appelé les différents protagonistes de ces pays à privilégier le dialogue et la concertation dans la recherche de solutions pacifiques et durables à ces crises, dans l'intérêt de leurs peuples respectifs.

9-S'agissant particulièrement de la situation au Mali, les deux Chefs d'Etat se sont félicités de l'élection du nouveau Président Ibrahim Boubacar KEITA et ont exhorté les autorités maliennes à poursuivre leurs efforts, à travers l'organisation des élections législatives et municipales, en vue de la consolidation des institutions républicaines et d'une véritable réconciliation nationale dans ce pays.

10-Ils ont condamné fermement l'assassinat des deux journalistes français Ghislaine Dupont et Claude

Verlon et réaffirmé qu'aucune cause ne pouvait justifier la violence, l'extrémisme et le terrorisme.

11- A cet égard, le Président Faure GNASSINGBE a souligné la nécessité de soutenir les efforts entrepris par les pays de la région du Sahel et du Golfe de Guinée en vue de lutter collectivement et efficacement contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière organisée et la piraterie maritime.

12-Par ailleurs, les deux Chefs d'Etat se sont félicités des conclusions de la réunion de haut niveau organisée conjointement, les 5 et 6 novembre 2013 à Bamako, par les Nations Unies, la Commission de l'Union Africaine et d'autres partenaires au développement en vue de la mise en œuvre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel qui constitue une réponse collective et harmonisée, aux multiples défis qui se posent dans cette région.

13- Abordant les questions d'ordre bilatéral, les Présidents François HOLLANDE et Faure Essozimna GNASSINGBE se sont réjouis de l'excellence des relations d'amitié, de partenariat et de coopération qui existent entre les deux pays et se sont engagés à les raffermir davantage dans l'intérêt bien compris des peuples togolais et français.

14-Evoquant la situation politique au Togo, le Président François HOLLANDE a salué la bonne tenue des élections législatives du 25 juillet 2013 qui se sont déroulées de façon libre, transparente, équitable et sans violence. Il a encouragé son homologue togolais à continuer par privilégier le dialogue et la recherche du consensus pour le règlement des différends politiques en vue de la préservation de la paix sociale et de la consolidation de la démocratie et des acquis de la gouvernance économique au Togo.

15- Aussi, le Président Faure GNASSINGBE pour sa part, a-t-il rassuré son Homologue français de sa détermination à réconcilier tous les togolais et à poursuivre les réformes politiques, institutionnelles et constitutionnelles en vue de faire du Togo un Etat de droit respectueux des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

16-S'agissant de la coopération, les deux Chefs d'Etat se sont réjouis des actions déployées en vue d'appuyer les efforts du Gouvernement togolais dans les domaines de la modernisation de la justice et de la création d'un environnement propice au développement économique et social.

17- A cet égard, les Présidents François HOLLANDE et Faure Essozimna GNASSINGBE ont

convenu de dynamiser davantage les divers domaines de partenariat économique entre les deux pays et d'explorer les voies et moyens de réaliser des projets structurants aux bénéfices des populations togolaises.

Ils ont saisi également cette occasion pour saluer l'initiative de l'Union Européenne de doubler son aide au développement en faveur de l'Afrique de l'Ouest pour la période 2014-2020 qui sera consacrée aux domaines importants de l'agriculture, des infrastructures, des ressources naturelles, de la prévention des conflits et de l'intégration régionale.

18- Enfin, les Présidents François HOLLANDE et Faure Essozimna GNASSINGBE ont évoqué les préparatifs du prochain Sommet de l'Elysée sur la paix et la sécurité en Afrique prévu, les 6 et 7 décembre 2013 à Paris.

Ils ont émis le vœu que les conclusions qui découleront de cette importante rencontre marquent un nouveau départ pour le partenariat entre la France et le continent africain et contribuent à l'édification d'une Afrique plus paisible et résolument tournée vers le développement.

Paris, le 15 novembre 2013
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération /Togo

Zozo

CAMPAGNE DE COMMERCIALISATION DU COTON GRAINE 2013/2014 : LES ACTEURS DE LA FILIÈRE SE CONCERTENT A KARA POUR SA PRÉPARATION ET SA GESTION

Les acteurs de la filière du coton graine étaient en conclave ce jeudi à Kara (environ 420 km au nord de Lomé), concertation sur la préparation et la gestion de la campagne de commercialisation 2013/2014.

Axée sur le thème: "Tous engagés pour un coton de qualité supérieure et exempt de contaminants", cette rencontre qui se déroule au Palais des congrès de Kara, prendra fin vendredi.

Initiée par la Nouvelle Société Cotonnière du Togo (NSCT) en collaboration avec la Fédération Nationale des Groupements de Producteurs de Coton (FNGPC), elle s'inscrit dans le cadre des concertations périodiques entre les principaux acteurs de la filière.

Elle permettra de faire le point de la campagne de production cotonnière 2012/2013 et de prendre des dispositions pour mieux gérer la collecte et l'égrenage pour la campagne 2013/2014.

Les participants plangent sur des thèmes portant sur des modules suivants : "Tous engagés pour un coton de qualité supérieure et exempt de contaminants", "mise en œuvre de la stratégie d'amélioration de la productivité", "point sur la campagne de production cotonnière 2013/2014".

L'exposant a fait cas des dispositions qui avaient été prises pour la production cotonnière, les résultats obtenus, les difficultés rencontrées et les approches de solutions.

40È ANNIVERSAIRE DE LA BOAD / FIN JEUDI À LOMÉ DU GRAND COLLOQUE: DEUX JOURS DE DÉBATS FRUCTUEUX ET ENRICHISSANTS À LOMÉ

Ouvert mercredi dernier, le grand colloque marquant l'apothéose des festivités du 40è anniversaire de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), s'est achevé jeudi soir après des débats fructueux et enrichissants.

La BOAD est l'institution commune de financement du développement des Etats de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA).

Placé sous le thème: "Les banques sous régionales de développement: nouveaux enjeux, nouveaux défis", ce grand rendez-vous a connu la participation d'éminents économistes et banquiers de la sous-région. La rencontre avait été ouverte mercredi par Thomas Boni Yayi, le président béninois et président en exercice de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), en présence de ses homologues du Mali, du Niger et du Togo.

A travers les différents thèmes exposés tout au long de ce colloque, la BOAD entend approfondir la réflexion sur la meilleure manière de renforcer sa contribution au développement de l'économie des pays de l'UEMOA.

Plusieurs sujets étaient au menu des débats: la sécurité alimentaire, les investissements des PME / PMI dans l'agrobusiness, la croissance verte et des stratégies de mobilisation de ressources pour les banques sous régionales de développement. Plusieurs recommandations ont été faites...

DON LE VENDREDI DERNIER DE NAPPES DE FILETS DE PÊCHE ET DES BOBINES DE FIL POUR FILETS AUX PÊCHEURS DE NANGBÉTO

Le Colonel Oura Koura Agadazi, ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche a officiellement remis ce vendredi des nappes de filets de pêche et des bobines de fil pour filets aux pêcheurs de Nangbéto.

Des représentants des partenaires techniques et financiers, des directeurs centraux et régionaux et chefs de service étaient présents à cette cérémonie.

D'une valeur estimée à 43, 521 millions de FCFA, ce don s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la sous composante d'appui à la production halieutique continentale du Projet d'Appui au Secteur Agricole (PASA). Ce geste vise à réglementer la pêche et à redonner vie au Lac de Nangbéto, situé à environ 175 km au nord de Lomé.

Le PASA est l'un des trois premiers projets soutenant la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA)...

ZOZO

PREMIER ANNIVERSAIRE DE LA CFU: LES MEMBRES DE LA CONVENTION "REMERCIENT" LE SEIGNEUR À TRAVERS UNE MESSE LE DIMANCHE PASSÉ À LOMÉ



Le gâteau anniversaire brille de milles feux

17 novembre 2012 - 17 novembre 2013: un an jour pour jour qu'a été lancée la Convention des Femmes pour UNIR/parti au pouvoir (CFU). Les responsables de cette Convention dont sa présidente Mme Kayi Raymonde Lawson de Souza, se sont retrouvées le dimanche passé à la paroisse Saints Martyrs de l'Ouganda à Tokoin pour "remercier" le Seigneur pour le tout parcours, notamment les activités menées.

La CFU avait été lancée le 17 novembre 2012 à Lomé, lors d'un grand dîner de gala en présence du chef de l'Etat. Environ 800 femmes avaient pris part à cette soirée au cours de laquelle plus de 200 millions de F.CFA avaient été encaissés à travers des ventes de tickets et des dons des sponsors.

Cette Convention entend se battre pour mettre en œuvre la politique sociale du chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé. En douze mois d'existence, la Convention des Femmes pour UNIR a déjà réalisé plusieurs œuvres sur toute l'étendue du territoire. Au total 10 maternités ont été construites par ces femmes dans les cinq régions du Togo, à raison de deux maternités par région.

En 2014, ces femmes comptent poursuivre leurs œuvres surtout dans le domaine de l'éducation et de la santé. A travers l'Evangile de Saint Luc, le Curé de la paroisse le Père Honoré Tsrokpo a exhorté les femmes de la Convention à ne reculer devant aucune épreuve comme l'a enseigné le Seigneur Jésus Christ.

"Vous devez continuer à lutter pour le bien-être de la population togolaise surtout des femmes, aux cotés du gouvernement", a-t-il souligné.

Mme Kayi Raymonde Lawson-de Souza s'est pour sa part, félicitée du travail abattu par la CFU pour accompagner l'Union pour la République (UNIR)...

JOURNÉE DU DEUIL NATIONAL ALLEMAND



L'Ambassadeur d'Allemagne déposant une gerbe de fleurs

En novembre, l'Allemagne se souvient de ses fils et filles victimes des guerres mondiales et conflits dans le monde entier à travers des cérémonies commémoratives lors d'une "journée nationale du deuil". Ainsi, des cérémonies protocolaires sont organisées dans des cimetières où reposent ces victimes de guerres mondiales.

Au Togo, c'est le cimetière d'Aného (environ 45 km à l'est de Lomé) - où sont enterrés une cinquantaine de personnes - qui a servi de cadre à cette cérémonie commémorative, présidée par l'ambassadeur d'Allemagne au Togo Joseph Weiss.

Ce dernier a déposé une gerbe sur la tombe de Martha Kentzler, décédée le 30 mai 1896. Une cinquantaine d'allemands sont enterrés dans ce cimetière dont August Wicke, le premier médecin allemand décédé en 1883 (...)

Le cimetière d'Aného est le premier cimetière créé par les allemands au Togo. L'Allemagne compte aujourd'hui sept cimetières sur l'ensemble du pays (Lomé, Kpalimé, Mango, Aného, Atakpamé, Agbélouvé et Kamina)...

SOMMET AFRIQUE MONDE ARABE :

Faure Gnassingbé au Koweït du 19 au 21 novembre pour le sommet Afrique-Monde arabe

LE CHEF de l'Etat togolais Faure Gnassingbé prendra part au 3ème sommet Afrique-Monde arabe prévu du 19 au 21 novembre au Koweït, avons-nous appris dimanche dernier auprès de la présidence togolaise. Ce voyage intervient après sa visite officielle les 14 et 15 novembre en France où il s'est entretenu avec son homologue français François Hollande.

Au Koweït, le sommet abordera plusieurs sujets notamment le ren-



Robert Dussey, Ministre togolais des Affaires Etrangères

forcement de la coopération sud/sud et la consolidation des liens de fraternité entre l'Afrique et le Monde arabe. La promotion de l'investisse-

ment dans le domaine de l'énergie, le développement des infrastructures et de l'agriculture et l'organisation des foires afro-arabes, sont également autant de sujets que le sommet débattrà.

Les participants prendront une position commune contre le terrorisme, la piraterie maritime et la prolifération illicite des armes.

Ce sommet qui a pour thème: "Partenaires dans le développement et l'investissement", se tiendra après celui de Syrte en 2010. La rencontre

de Syrte avait recommandé la tenue régulière tous les trois ans, des sommets Afrique-Monde arabe.

Les dirigeants africains et arabes ont décidé de mettre l'accent sur l'économie et le développement, qui constituent deux facteurs essentiels pour répondre aux attentes des peuples des deux régions.

Notons que la réunion préparatoire à ce troisième sommet Afrique-Monde arabe a démarré depuis jeudi dernier à Kuwait City (Etat du Koweït).

Lancement ce matin à Brotherhome de la branche togolaise de "BÂTIR LE TOGO"

CRÉÉ EN 1997, en France sous forme d'une association loi 1901, le Mouvement Bâtir le Togo, est l'aboutissement des œuvres de jeunes Togolais, fer de lance des mouvements des années 90 qui ont demandé l'instauration de la Démocratie et de l'Etat de Droit au Togo et ont réussi à obtenir le fléchissement de la dictature et les premiers résultats dans le sens de l'instauration d'une démocratie au Togo.

"Bâtir le Togo" que dirige l'avocat Jean Yaovi Dégli est inscrit en aout dernier aux rangs des associations au Togo.

Auréolé d'un caractère d'acteur de la société civile Bâtir le Togo entend œuvrer sur tous les plans pour l'épanouissement des Togolais, du Bien Être du Peuple Togolais, du rayonnement international de notre pays et du développement de notre continent.

Les objectifs de Bâtir le Togo sont:

- de lutter pour la promotion et la protection des droits de l'Homme et de la Dignité de l'individu par tous moyens moral, matériel, intellectuel, social et psychologique et dans tous domaines ; d'œuvrer pour l'éducation civique, la connaissance par chaque citoyen de ses droits et devoirs et pour la responsabilisation de chaque citoyen dans tous les domaines, plus particulièrement ceux qui touchent à la vie publique ou en société ;
- de lutter pour la promotion et la

protection des droits de la femme, et de l'enfant ;

- de se battre pour l'instauration, la consolidation, la promotion, la vulgarisation et la protection des principes de l'Etat de droit et de la Démocratie au Togo ;

- de lutter pour la naissance et la promotion de la paix, de la concorde, et de l'unité nationale entre les Togolais du Nord au Sud et de l'est à l'Ouest ;

- d'œuvrer pour la promotion de la prédominance de l'intérêt général et national sur les intérêts personnels, partisans, ethniques, tribaux, sectaires, et particuliers de tous genres ; de l'impartialité, de la neutralité et de l'objectivité dans le domaine des affaires nationales et de la gestion publique ainsi que dans tous autres domaines où le non respect de ces principes peut constituer un frein à l'épanouissement de l'Être humain ou au développement de notre pays sur un plan quelconque ;

- d'œuvrer à la promotion de la méritocratie, de la culture de l'excellence, du respect de la chose publique, et se battre pour la fin des fléaux comme la corruption, la gabegie, concussion, la prévarication aux charges, le gaspillage, la patrimonialisation des biens publics, le culte de la médiocrité, etc. ;



Me Jean Yaovi Dégli, Pdt de "Bâtir le Togo"

- d'engager toutes actions en faveur de l'épanouissement de la jeunesse en particulier et de la population togolaise en général ainsi que pour la promotion et la protection de la Dignité et des Droits de ceux-ci ;

- d'aider à la promotion de la scolarisation de la jeune fille et de lutter contre toute idée préconçue tendant à empêcher ou à entraver la scolarisation de la jeune fille togolaise ou africaine quel que soit le milieu dont elle est issue ;

- œuvrer ardemment pour l'éducation de tous sans exception en insistant sur les droits et les devoirs du citoyen ;

Bâtir le Togo est une organisation de la société civile qui entend organiser et défendre tout ce qui concourt à l'action citoyenne. Elle n'a pas voca-

tion à être la béquille d'un parti ou d'un mouvement politique ou d'un groupe politique ou de quelque groupe d'intérêt que ce soit. Elle entend combattre tout ce qui va à l'encontre de ses objectifs, de l'épanouissement de l'Être humain, de sa Dignité et des ses Droits ainsi que tout ce qui entrave le développement du Togo en particulier, de l'Afrique en général et de l'Humanité globalement. Peu importe d'où viennent ces maux.

Son rôle est de faire en sorte que tout leadership, quel qu'il soit, constitue un tremplin pour permettre au peuple d'atteindre les objectifs de Bien Être et de Bonheur collectifs au lieu d'être un frein à l'épanouissement de l'Être.

Pour Bâtir le Togo, peu importe qui est au pouvoir. Le Peuple doit pouvoir en sortir son bien être à tous les coups. Dès lors qu'un acteur politique a la gouvernance du pays, il doit gouverner pour le Bien être et le Bonheur du peuple.

A ces divers titres, et selon son Président international et en même temps de la branche togolaise, Me Jean Yaovi DEGLI, Bâtir le Togo demeurera une véritable "Sentinelle dans la Cité" de façon à s'assurer du Bien Être et de l'épanouissement de tous. "C'est de cette façon que nous pourrons ensemble nous assurer que notre pays devienne un jour "l'Or de l'Humanité" affirme le Docteur Jean Yaovi DEGLI.

EDUCATION: Les enseignants accordent une semaine à la médiation du comité de "bons offices" du Parlement

LES ENSEIGNANTS réunis en Assemblée générale le samedi dernier, ont accordé une semaine au comité de "bons offices" mis en place par l'Assemblée nationale pour aider le gouvernement et les responsables des fédérations des enseignants à trouver une solution durable à la crise qui secoue le secteur de l'éducation depuis la rentrée scolaire le 16 octobre.

Ce comité a été mis en place mardi dernier par les députés, suite à la fermeture des établissements par le gouvernement après des grèves à répétition des enseignants.

Ces établissements ont finalement ouvert leurs portes sur l'ensemble du pays jeudi dernier. Le comité est composé de deux vice-présidents de l'Assemblée nationale et de tous les présidents des commissions permanentes. Ils seront appuyés par les présidents des groupes parlementaires. Ses membres ont déjà rencontré les responsables des fédérations des enseignants, après le passage du ministre des enseignements primaire



Florent Maganawé, ministre des Enseignements P&S et secondaire Florent Maganawé devant les députés mardi dernier.

Selon les responsables des fédérations des enseignants, cette médiation des parlementaires, devrait permettre l'ouverture rapide des discussions avec le gouvernement.

"Le comité mis en place par l'Assemblée nationale a promis mener des démarches pour l'ouverture des discussions avec le gouvernement, afin que nous puissions trouver une solution durable à la crise qui secoue notre secteur. La base a décidé de donner une semaine à ce comité", a déclaré Ferdinand Abalo Akéta, rapporteur de l'USET et secrétaire général du Syndicat National des Professeurs de l'Enseignement

Technique du Togo (SYNPETT).

"Nous allons donc les espérer toute la semaine. Ainsi samedi, nous nous retrouvons encore en Assemblée générale. Si durant toute la semaine, nous n'avons aucun signe, nous serons obligés de lancer d'autres mouvements de grève", a-t-il averti.

Les enseignants exigent la signature avec le gouvernement, d'un accord devant inclure un certain nombre de primes.

Le gouvernement leur a proposé une prime mensuelle globale dite "prime d'incitation à la fonction

enseignante" qui se présente comme suit : 10.000 F.CFA pour les enseignants de la catégorie A (soit 120.000 F.CFA/an) et 8.000 F.CFA pour ceux des catégories B, C et D (soit 96.000 F.CFA/an).

Cette offre n'est pas du goût des enseignants qui exigent des primes mensuelles (d'éloignement et de logement) pour des montants qui varient entre 35.000 et 50.000 F.CFA. Le gouvernement de son côté n'entend pas faire d'autres propositions pour des "contraintes budgétaires".

CONFERENCE DE PRESSE DU COMITE BELLA BELLOW

Dans le cadre de la célébration des 40 ans de la disparition de la pionnière de la musique urbaine africaine Bella Bellow, le Comité d'Organisation des Hommages à la Diva vous invite à une conférence de presse le mardi 19 novembre 2013 à 9h à la salle de conférence SAZOF à Lomé (non loin du service de passeport GTA).

Conférence de presse et lance-

ment des activités d'hommage à Bella Bellow.

Date : mardi 19 novembre 2013
Heure : 9h
Lieu : Salle SAZOF de Lomé

Comité d'Organisation
d'Hommages à Bella Bellow
Chargé de Communication
Tel 90 01 79 91
Tel 99 43 29 58

Invité de la semaine

Prof. Kako Kossivi Nubukpo, un homme de prospective

KAKO KOSSIVI Nubukpo, maître de conférence, agrégé en Sciences économiques, directeur exécutif du Centre autonome d'études et de renforcement des capacités pour le développement au Togo (CADERDT), a rejoint fin octobre le gouvernement.

Il est chargé de la Prospective et de l'Évaluation des politiques publiques. En quoi consiste son job, comment compte-t-il aiguiller l'action publique ? L'intéressé donne des précisions dans l'entretien qui suit.

Etes-vous une sorte de 'Madame Irma' qui lit l'avenir économique du Togo dans une boule de cristal ?

Le Togo ne dispose pas, à l'heure actuelle, de mécanisme d'exploration systématique du futur, par quoi se définit la réflexion prospective. Cette dernière permet d'introduire plus de cohérence dans la gestion et la planifi-

cation du développement en articulant de façon rationnelle les perspectives à long terme avec les programmes de moyen terme et les projets à court terme.

La prospective est la démarche qui vise, dans une perspective à la fois déterministe et holistique, à se préparer aujourd'hui pour demain. Elle consiste à élaborer des scénarios possibles sur la base de l'analyse des données disponibles (état des lieux, tendances lourdes, phénomènes d'émergence) et de la compréhension et prise en compte des processus socio-psychologiques.

La prospective doit aussi s'appuyer sur des analyses rétrospectives, notamment les études d'impact. Il s'agit donc de synthétiser les tendances et d'offrir des visions (scénarios) spatiotemporelles dans un souci d'aide à la décision stratégique. Elle acquiert ainsi une double fonction de réductri-

ce des incertitudes face à l'avenir et de priorisation ou légitimation des actions.

L'objectif global de mon ministère est donc la formulation, à travers un processus participatif, d'une vision de l'avenir souhaitable du pays, et une vision partagée par la grande majorité des citoyens togolais.

L'évaluation des politiques publiques, dont vous avez la charge, est une exigence réglementaire systématique dans de nombreux pays développés. Comment concrètement souhaitez-vous la mettre en place au Togo et dans quel but sachant que le contexte est différent ?

L'évaluation des politiques publiques s'inscrit dans un nouveau paradigme, celui de la gestion axée sur les résultats. Il convient, sur la base de la vision issue de l'exercice de prospective, de définir des objectifs mesurables, des indicateurs de performance et volonté d'un journaliste de faire un scoop d'impact, afin à peu de frais à partir de mon intervention de s'assurer que lors du 40e anniversaire de la Banque ouest-africaine de développement, ...

menées sont bien en phase avec les objectifs définis. Pour sa réussite, l'évaluation se fait ex ante, à mi-parcours et enfin ex post. Comme vous le constatez, notre objectif est de réussir en douceur la transition d'une gestion de l'action publique définie en termes de moyens à une gestion axée sur les résultats, dans le droit fil de la chaîne dite "PPBESE", c'est-à-dire Planification, Programmation, Budgétisation, Exécution, Suivi, Évaluation.

Incontestablement, le Togo a fait des progrès sur le plan économique. Que faut-il faire, selon vous, pour améliorer les choses en termes de croissance, de lutte contre le chômage, de climat des affaires, d'augmentation des investissements privés étrangers ?

Le Togo s'est doté d'une stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE), qui constitue le cadre dans lequel vont s'inscrire les initiatives économiques en cours et à venir. Cette stratégie se fonde sur cinq axes, à savoir, la recherche des secteurs à fort potentiel de croissance, le développement des infrastructures, celui du capital humain et de l'emploi, le renforcement de la gouvernance et enfin la promotion d'un développe-



Professeur Kako Nubukpo

ment humain, équilibré et durable.

Ces axes constituent les balises de l'action publique et privée, devant nous permettre de réaliser une croissance forte, inclusive et durable. Evidemment, tout le défi réside dans la mise en œuvre effective de la SCAPE. Le gouvernement s'y attelle, avec le concours des partenaires au développement.

Des rumeurs insistantes font état d'une prochaine dévaluation du Franc cfa. Quelle est votre réaction ?

J'apporte un démenti catégorique à ces rumeurs qui proviennent de la volonté d'un journaliste de faire un

scoop à peu de frais à partir de mon intervention lors du 40e anniversaire de la Banque ouest-africaine de

développement, il y a quelques jours à Lomé. En effet, parlant de la nécessité d'accroître la compétitivité externe des économies de l'Union économique et monétaire ouest Africaine, j'ai simplement relevé l'impact négatif d'un Franc CFA fort sur nos exportations de coton, dans un contexte d'appréciation de l'Euro, monnaie à laquelle le CFA est rattaché de manière fixe, vis-à-vis du dollar américain, monnaie du commerce international.

Cet exemple a été donné pour réaffirmer la nécessité pour les décideurs de l'UEMOA d'œuvrer pour une cohérence accrue de nos politiques publiques. Il n'a nullement été question du Togo dans mon intervention. J'ai toujours pensé que c'est ensemble (les 8 Etats de l'UEMOA) que nous devons affronter les défis de notre futur économique, en particulier monétaire. Mon appréciation personnelle des choses me pousse vers un régime monétaire plus flexible que le régime actuel, mais ceci est une question qui ne concerne pas spécifiquement le Togo. Je regrette profondément que des propos inventés par un journaliste aient pu provoquer de l'incompréhension auprès de l'opinion publique.

Source: Republicoftogo.com

Zozo

POLITIQUE/L'AFFAIRE DES INCENDIES DES MARCHÉS, PRINCIPAL SUJET AU MENU DU MEETING "HEBDO" À LA PLAGE APRÈS LA MARCHÉ DANS LES RUES DE LOMÉ

L'affaire des incendies des marchés était le sujet vedette le samedi dernier au meeting "heβδο" des responsables du Front Républicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC) du Collectif "Sauvons le Togo" (CST), après la marche dans les rues de Lomé.

Partis du Rond-point Lantassapé, des militants et sympathisants du FRAC et du CST ont sillonné certaines artères de la capitale, avant de chuter à la plage en Face de l'Hôtel Krimas.

Parmi les responsables de l'opposition à la plage, on pouvait noter la présence de Jean-Pierre Fabre, président de l'Alliance nationale pour le Changement (ANC) et Me Ata Zeus Ajavon, coordonnateur du CST (regroupement de partis d'opposition et d'Association et organisations de défense des droits de l'Homme).

Aucun incident n'a été enregistré. La marche s'est déroulée dans le calme.

A la plage, l'affaire des incendies des marchés notamment le rapport publié en début de semaine par le CST, a été le sujet phare lors du meeting.

Le marché de Kara (environ 120 km au nord de Lomé) et le principal bâtiment du grand marché de Lomé ont été ravagés en janvier dernier dans des incendies qualifiés "d'actes criminels" par le gouvernement. Pas de pertes en vie humaines, mais les dégâts sont énormes. Une commission d'enquête a été aussitôt mise en place par le gouvernement. Quelque 37 personnes pour la plupart des militants de l'opposition ont été inculpées.

Certains sont écroués, d'autres sont libres. Certains partis de l'opposition et le CST ont toujours rejeté l'enquête menée et exigé une enquête internationale. En début de semaine, le CST a rendu public, un rapport dans lequel il accuse certains proches du pouvoir dont des officiers supérieurs des Forces armées togolaises, d'être responsables de ces incendies.

Le contenu de ce rapport a été largement expliqué le samedi dernier à la plage lors du meeting.

"Les autorités savent que tout ce que nous avons dit et relaté dans notre rapport d'enquête est juste et vrai. Malgré cela, elles inventent des plans pour nous amener à la Cour d'assise et nous emprisonner. Cela ne sera pas possible, car nous avons aussi envoyé le rapport de notre enquête à la justice", a déclaré Me Ajavon.

ENTREPRENARIAT: FIN DE FORMATION VENDREDI DERNIER À LOMÉ POUR 24 ARTISANS HANDICAPÉS

Quelque 24 artisans handicapés en formation axée sur l'entrepreneuriat depuis le 4 novembre à Lomé, se sont séparés vendredi après une cérémonie de clôture présidée par la ministre de l'action et de la promotion de la femme Mme Dédé Ahoéfa Ekoué.

Il s'agit d'une formation "CFE International" ou "Création d'Emploi par Formation d'entreprise des personnes handicapées" du programme de formation professionnelle et emploi des jeunes (ProFoPEJ) de la GIZ (Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit) au Togo.

Les participants sont venus de Niamtougou, Sokodé, Kpalimé, Tsévié et de Lomé.

La formation est organisée par l'Ambassade d'Allemagne, mais financée par la GIZ-Togo. Mme Annette Rathjen, Directrice résidente et Rafael Teck, chef de la coopération à l'ambassade d'Allemagne étaient aussi présents à la cérémonie de clôture de cette formation. Le président du Conseil d'administration de la Fédération Togolaise des Associations des Personnes Handicapées (FETAPH) a également assisté à la cérémonie à l'hôtel Acropolis où s'est déroulée la formation.

Plusieurs modules ont été traités par les participants: l'entrepreneur et son environnement, les caractéristiques d'un bon entrepreneur, l'analyse de l'environnement en termes d'opportunités, le marketing (comment atteindre les clients ? comment réaliser un bon chiffre d'affaires ?)

SPORT / Jeux paralympiques nationaux:

Début vendredi dernier à Kara de la 10^e édition, une centaine d'athlètes en compétition

LA DIXIÈME édition des jeux paralympiques nationaux a démarré vendredi à Kara (environ 420 km au nord de Lomé), compétition qui regroupe une centaine d'athlètes venus de toutes les régions du pays.

Le coup d'envoi de ces jeux a été donné par le préfet de la Kozah, le Colonel Bakali Hémou Badibawu, en présence de l'ambassadeur d'Allemagne au Togo Joseph Weiss, du président de la fédération togolaise de sports paralympiques, Abass Ben Tchédéré Djobo.

Juste après la cérémonie d'ouverture, la compétition a démarré avec la finale des 100m hommes non-voyants, 100 m hommes et femmes atteints de déficiences intellectuelles ainsi que les courses cyclistes 100 m (hommes et femmes handbike).

Dans son discours, le Préfet de la Kozah a félicité les athlètes pour les efforts surhumains et spéciaux qu'ils déploient qui attirent l'admiration du public. "Grâce à vous, la région de la Kara sera l'attraction de tous les sportifs. Cette compétition permettra au public de vivre une ambiance de fraternité et de fair-play" a souligné le Colonel Bakali.

"C'est l'occasion pour le public d'apprécier les efforts déployés par ces sportifs +d'exception+ qui démontrent qu'ils sont en mesure de réaliser des records au-delà des espérances. Vous êtes des exemples vivants pour tous ceux qui sont tentés d'être déçus par la vie ou par des épreuves de la vie", a ajouté le Préfet, invitant les bonnes volontés à accompagner les organisateurs de cette compétition.

L'ambassadeur d'Allemagne au Togo a pour sa part, indiqué qu'il a fait le déplacement de Kara non pas seulement pour la cérémonie d'ouverture, mais également pour assister à ces jeux paralympiques et d'apprécier la prestation des athlètes.

"Je voulais voir ces athlètes vont afficher cette volonté de gagner", a précisé Joseph Weiss, réaffirmant sa volonté à encourager les responsables

de la fédération togolaise de sports paralympiques.

Le diplomate allemand a assuré que dans le cadre de la coopération bilatérale, des actions visant à inclure les personnes handicapées seront menées, afin de créer une certaine harmonie, et de réduire ainsi les conflits sociaux. Il a aussi proposé d'explorer des possibilités pour mettre les responsables de la fédération togolaise de sports paralympiques en contact avec ceux de la fédération nationale allemande paralympique pour une éventuelle coopération et de partage d'expériences.

Pour la réussite de cette compétition, M. Weiss a offert mardi dernier à la fédération togolaise de sports paralympiques, de matériel sportif composé de ballons (de basket et de foot) et de chronomètres.

Le président de la fédération togolaise de sports paralympiques a de son côté remercié toutes les bonnes volontés qui ont contribué à l'organisation de ces jeux. Abass Ben Tchédéré Djobo a exprimé sa gratitude à l'ambassadeur d'Allemagne au Togo pour son appui matériel: "Par cette action, vous avez œuvré pour l'épanouissement de la personne handicapée à travers le sport".

En dehors des disciplines d'ouverture, les athlètes doivent concourir en finale des 800m homme (pour les déficiences intellectuelles), finale 1500m (hommes en handbike), finale longueur (femmes et hommes amputés), finale longueur (hommes /déficiences intellectuelles), finale poids (hommes /debout / polio), finale javelot (hommes et femmes assis / polio), finale poids (hommes assis / polio), finale javelot (femmes et hommes debout / polio), Tennis de table (assis et debout), finale javelot (hommes amputés /debout), finale 400m femmes (déficiences intellectuelles), demi-finales basketball (fauteuil roulant), finale poids (hommes /déficiences intellectuelles), tennis de table (assis et debout), finale basketball (fauteuil roulant), poids (femmes et hommes amputés) et finale javelot (hommes amputés / assis).

TERRAIN RURAL A VENDRE
Le terrain indiqué se trouve au lieu dit Atchavé (Préfecture de ZIO), sur la route de Gblinvié à moins de 10 km à l'Ouest de Tsévié.
La surface est de cinq (05) hectares à un prix intéressant.
Contacts : 91 91 35 89 ou 97 28 33 70

Reclamez tous les mardis votre hebdomadaire "Le Médium" dans les kiosques et chez vos marchands de journaux.
Prochaine parution le mardi 26 Novembre 2013

Communiqué

A l'occasion de la Cérémonie PETATROTRO, Huno MAKE Eklou Zankou et ses enfants Dapagnon et Koffi Invitent toute la population de Lomé et de ses environs prendre part aux cérémonies qui se dérouleront :

Lieu : Sanguéra Klémé à Côte de l'EPP Klémé
Date : du Vendredi 22 au Dimanche 24 Novembre 2013.

Son Associés à la Cérémonie :
Houno EKPO Badagbon, Président de Dékonou Habobo (AMTS)
Améganssi ADIKANO de Kovié Dzéméki, Présidente de Dan Habobo
Améganssi ZOGBESSI d'Agoè
Améganssi ABLOSSIKA de Légbassito
Mille Regret aux Absents !

Nos remerciements aux agences savoirnews, afreepress et republicoftogo pour leur collaboration

4th ERERA REGIONAL REGULATORY FORUM



Theme
Fast-Tracking the ECOWAS Regional Electricity Market : The Regulatory Issues

Date : November 20th - 21st , 2013

**Venue : The Kairaba Hotel
Banjul , The Gambia**

Email: info@erera.arrec.org

AFREEBIZZ

Première boutique en ligne
www.afreepress.info tél: 22 43 03 79 - 90 00 47 62

SAVOIR NEWS

La Première Agence de Presse Privée au Togo

www.savoirnews.net

L'INFO en Continu 24/24H

Tél (228) : 90 04 19 64 / 99 35 29 23/ 91 45 34 50

E-mail : savoir.news@yahoo.fr / info@savoirnews.net



CAFRAM-TOGO

Centre Africain de Formation et de Recherche en Arts et Métiers
Spécialiste de la Sérigraphie Industrielle
Marquage et Impression des Supports de communication
Prestation de service

Contacts : (+228) 90 05 84 20 / 22 37 75 74



TOGO EXPRESS

Agence de distribution de courriers

Lettre- Documents d'Affaires-Colis-Marchandises
Imprimerie-Sérigraphie-Tampons-Reliure
(Tous travaux d'impression)

Adresse 141, Angle Rue LANDJO (Tokoin Tamé)

A coté du commissariat du 5ème arrondissement

BP : 5022 Lamé Togo

Tél : +228 22 61 46 08 / 23 38 54 11

Fax : +228 22 26 06 02

Cel : +228 90 15 98 06/98 10 33 08

Email : togoexpress07@yahoo.fr